

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Déclaration publique

Index AI : AFR 52/013/2007 (Public)  
Bulletin n° : 151  
ÉFAI  
7 août 2007

### Somaliland. Arrestation des dirigeants d'un nouveau parti d'opposition

Amnesty International demande la libération immédiate et inconditionnelle de trois dirigeants d'un parti d'opposition émergent arrêtés dans la « capitale » du Somaliland, Hargeisa, le 28 juillet 2007.

Il s'agit de Mohamed Abdi « Gabose », neurologue et ancien ministre de gouvernements du Somaliland et de la Somalie ; Mohamed Hashi Elmi, ingénieur et ancien maire de Hargeisa, et Jamal Aideed, homme d'affaires spécialisé dans les télécommunications. Ces hommes sont respectivement président, vice-président et second vice-président du parti *Qaran* (La Nation), qui n'est pas encore officiellement enregistré mais a commencé à mener des activités politiques informelles en vue des élections locales qui devraient avoir lieu en décembre 2007.

Le ministre de l'Intérieur avait sommé auparavant les trois dirigeants du parti *Qaran* de cesser d'organiser des réunions publiques et les avait menacés d'inculpations pénales graves, en les accusant d'exacerber les tensions. À la connaissance d'Amnesty International, il n'y a pas eu de manifestations ou d'épisodes violents impliquant des sympathisants du parti *Qaran*.

Les trois hommes sont détenus à la prison de Mandera, à 70 kilomètres à l'est de Hargeisa. Ils ont été présentés à un magistrat et remis en détention en attendant les résultats des investigations sur les activités politiques illégales alléguées. Inculpés d'aucune infraction à ce jour, ils sont détenus au secret depuis le 3 août après avoir été autorisés dans un premier temps à entrer en contact avec leurs avocats et leurs familles.

Amnesty International considère ces trois hommes comme des prisonniers d'opinion. Elle craint qu'ils ne soient détenus sans inculpation ni jugement pendant une longue période, ou jugés à l'issue d'un procès inique.

#### Complément d'information

Lors des dernières élections, en 2002, seuls trois partis politiques (un lié au gouvernement et deux partis d'opposition) avaient été autorisés, en raison de la forte augmentation du nombre de partis à cette époque et pour empêcher la formation de partis fondés sur l'appartenance à un clan. Il n'y a à l'heure actuelle pas de procédure d'enregistrement des nouveaux partis, la commission qui en était chargée ayant été dissoute en 2002.

La République autoproclamée du Somaliland, qui n'est pas encore reconnue par la communauté internationale, a déclaré son indépendance de la Somalie en 1991. C'est la seule partie de l'ancienne République de Somalie dotée de services de sécurité et d'institutions qui fonctionnent, ainsi que d'un gouvernement qui s'appuie sur le multipartisme.

Il y a eu précédemment trois autres prisonniers d'opinion, des journalistes du journal *Haatuf*. Ils avaient été arrêtés en janvier 2007, condamnés à des peines d'emprisonnement à l'issue d'un procès inique, incarcérés puis libérés à la faveur d'une grâce présidentielle à la fin du mois de mars 2007.

/FIN